



HAL
open science

Chili : cinquante ans après la victoire de l'Unité populaire, un nouveau cycle de manifestations

Manuel Gárate Château

► **To cite this version:**

Manuel Gárate Château. Chili : cinquante ans après la victoire de l'Unité populaire, un nouveau cycle de manifestations. Les Études du CERI, 2021, 252-253, pp.44 - 48. 10.25647/etudesduceri.252-253.07 . hal-03384817

HAL Id: hal-03384817

<https://hal.science/hal-03384817>

Submitted on 19 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Chili : cinquante ans après la victoire de l'Unité populaire, un nouveau cycle de manifestations

par Manuel Gárate Château

Dans son dernier discours, adressé à la nation le 11 septembre 1973 alors que des avions de chasse bombardaient le palais présidentiel de la Moneda, Salvador Allende prononça cette phrase, peu avant de mourir : « Allez de l'avant sachant que bien plus tôt que vous ne le pensez s'ouvriront à nouveau les grandes avenues par où passera l'homme libre pour construire une société meilleure. » Ces mots ont resurgi avec force dans les rues lors des événements du 18 octobre 2019, comme un bruyant écho prémonitoire. Une semaine plus tard, près de deux millions de personnes défilaient dans les rues du pays, dont 1,2 million le long de l'Alameda, la principale avenue de Santiago du Chili. Cinquante ans après la victoire de l'Unité populaire (UP) lors des élections de 1970, les souvenirs de cette époque sont toujours vivaces dans l'imaginaire politique chilien. Mieux, ils ont acquis une signification nouvelle, liée à la contestation générale des piliers du modèle économique instauré par la dictature militaire de Pinochet, et en grande partie conservé et réformé par les gouvernements démocratiques de la Concertation¹.

Dès lors une question surgit : comment expliquer qu'une expérience historique très marquée par le contexte particulier de la guerre froide continue de faire écho parmi les générations nées bien après la fin de l'UP ? La réponse ne doit pas seulement mobiliser des arguments politiques, économiques ou historiographiques. Elle doit surtout se référer à une mémoire historique et populaire qui ne se résigne pas à disparaître et qui réinterprète le présent à la lumière de nouvelles revendications et mouvements sociaux apparus à partir de 2010.

Le 4 septembre 2020, le Chili a commémoré la victoire de Salvador Allende dans un contexte marqué par la pandémie de la Covid-19 et l'effervescence sociale héritée des manifestations de 2019. Le pays était sous couvre-feu, avec un strict contrôle des déplacements des personnes et de leur expression dans l'espace public. La plupart des cérémonies commémoratives ont été annulées. Pour autant, les réseaux sociaux ont pris le relais, avec des dizaines de forums et séminaires consacrés à l'une des expériences historiques de changement social les plus célébrées de cette histoire agitée du xx^e siècle.

Une coalition triomphante après trois défaites

Coalition de partis de gauche, l'UP a été constituée en 1969 afin de gagner les élections de 1970. L'objectif était de battre les candidats de la droite, Jorge Alessandri, et de la démocratie chrétienne, Radomiro Tomic. Ce dernier promettait des réformes sociales profondes, dans la lignée de celles mises en œuvre par Eduardo Frei Montalva depuis 1964. L'UP regroupait le Parti communiste (PCCh) et des groupes radicalisés comme le Parti socialiste et le Mouvement d'action populaire unitaire (MAPU), jusqu'à certains secteurs de la démocratie chrétienne.

¹ Alliance de partis politiques ayant gouverné le Chili entre 1989 et 2009.

A la fin des années 1960, le spectre politique chilien se divisait en trois. Un tiers représentait la droite traditionnelle (avec des libéraux, des conservateurs et des nationalistes) réunie autour du Parti national. Un autre tiers correspondait au centre (Démocratie chrétienne, DC) et un dernier tiers regroupait la gauche (UP et quelques formations plus radicales comme le Mouvement de la gauche révolutionnaire, MIR). Cette répartition avait pris forme dans les années 1920 et s'était consolidée lors des élections de 1958. Toutefois, l'influence de la révolution cubaine (1959), l'interventionnisme politique et militaire des Etats-Unis dans la région et les changements au sein de l'Eglise catholique provoqués par le concile Vatican II ont incité une part importante des secteurs populaires et de la jeunesse latino-américaine à promouvoir un projet de transformation radicale ou révolutionnaire de leur pays. Le Chili n'est pas resté à l'écart de ces évolutions. Le candidat de la gauche Salvador Allende a manqué de peu de gagner les élections en 1958 et 1964. Lors de cette dernière élection, le vote massif de la droite en faveur de la DC a fait barrage à la gauche.

A l'approche des élections de 1970, la gauche voyait grandir ses chances de l'emporter. La droite pensait pouvoir gagner et ne souhaitait pas, comme en 1964, faire le jeu de la DC pour défaire la gauche. Cette dernière aurait pu présenter comme candidat le grand poète militant du PC Pablo Neruda, mais elle opta de nouveau pour Allende qui s'était montré meilleur stratège.

Depuis 1967, le pays vivait une période marquée par l'agitation politique, avec son lot de grèves, mouvements étudiants, manifestations dans les bidonvilles (*poblaciones*), et même agitation au sein de l'armée. Le gouvernement de Frei Montalva, en dépit de réformes sociales importantes et de bons indicateurs économiques, était soumis à de fortes pressions, dans un contexte où les luttes révolutionnaires étaient plus populaires que la voie réformiste portée par la DC. De fait, cette dernière était agitée par des débats relatifs à la portée et au rythme des réformes sociales réclamées par une grande partie des Chiliens.

Les débuts compliqués du gouvernement Allende

Ce contexte explique en partie la courte victoire de l'UP et de Salvador Allende le 4 septembre 1970. Le monde entier observait, pour la première fois, un projet de changement radical et un candidat qui s'autodéfinissait comme marxiste gagner des élections libres et promettre une transition vers le socialisme par la voie légale. La situation était totalement inédite ; elle suscitait l'attention et les attentes des forces de gauche à travers le monde.

A cette époque, en effet, l'eurocommunisme était en train de se construire, en s'éloignant du modèle soviétique à la suite du printemps de Prague de 1968. En France, le projet d'union de la gauche, engagé sous la houlette de François Mitterrand à partir de 1972, avait pour modèle l'UP chilienne qui avait su regrouper la gauche marxiste et la social-démocratie au sein d'une coalition.

Rappelons aussi que, dans le contexte latino-américain, l'expérience de Frei Montalva comme celle de l'UP représentaient des modèles alternatifs à la voie insurrectionnelle empruntée par la révolution cubaine. La tension entre réforme et révolution se retrouvait d'ailleurs au sein de l'UP entre les partisans d'un processus de changement par les armes,

qu'il fallait défendre et ainsi accélérer (PS, MIR, MAPU), et les adeptes de la réforme graduelle (PCCCh, Parti radical). Dès sa prise de fonction en novembre 1970, Salvador Allende a dû composer avec cette tension insoluble, qui marqua sa présidence jusqu'à sa tragique conclusion.

Mais avant cela, le processus menant à la confirmation de la victoire électorale de l'UP par le Congrès a été semé d'embûches. A cette époque, en vertu de la Constitution de 1925, l'élection présidentielle ne comprenait qu'un seul tour. La tradition voulait que le candidat arrivé en tête, même d'une voix, était confirmé par le Congrès national (où l'UP n'était pas majoritaire).

En octobre 1970, la DC a exigé que Salvador Allende signe un statut de garanties constitutionnelles par lequel il s'engageait à respecter la Constitution et à n'entreprendre de réformes structurelles que par la voie législative. Pendant les négociations, une frange de l'extrême droite conspirait pour séquestrer le commandant des forces armées, le général René Schneider. L'Agence centrale de renseignement américaine (CIA) a soutenu cette action qui visait à empêcher la confirmation de l'élection. Cette tentative s'est soldée par l'assassinat du général Schneider et la réprobation de l'ensemble de la classe politique.

Salvador Allende a finalement reçu l'aval du Congrès et a pris ses fonctions le 3 novembre 1970, mais cet épisode témoigne du rejet de l'UP par un secteur important de la droite et de la méfiance de la DC à son égard. En définitive, le gouvernement pâtissait d'un soutien politique insuffisant pour engager des réformes radicales, avec un président élu à une faible majorité (36,2 %) dans un pays totalement polarisé au plan politique. L'impossibilité d'obtenir l'appui du centre a été l'une des principales causes des problèmes que Salvador Allende a dû affronter. Sans compter que des acteurs tant internes qu'externes ont comploté et agi contre le nouveau président dès le lendemain de son élection².

De l'espoir à la crise institutionnelle

La première année du gouvernement de l'UP a certes produit de bons résultats au plan économique, mais ils sont principalement à mettre au crédit d'une hausse des dépenses publiques et d'une émission monétaire accélérée de la part de la Banque centrale. L'impact sur l'inflation et le niveau de la demande a été immédiat. Or, dans le même temps, l'accès au crédit sur les marchés internationaux s'est refermé, en raison du veto des Etats-Unis décidé après la nationalisation des principales entreprises du secteur du cuivre³. Une pénurie de dollars s'en est suivie, empêchant de satisfaire la demande intérieure par les importations. L'économie chilienne est entrée dans une spirale inflationniste critique. Les produits de base sont venus à manquer et leur prix a flambé.

L'UP, de son côté, a poursuivi son plan d'étatisation des entreprises, en dépit de l'opposition du patronat qui provoquait de nouvelles pénuries. Le ministre de l'Economie, Pedro Vuskovic, entendait socialiser la production en créant trois sphères de propriété : étatique, mixte et

² M. González, *La Conjura. Los mil y un días del Golpe*, Santiago, Catalonia, 2013.

³ Les deux principales entreprises étaient américaines (Anaconda Copper Mining et Kennecott Copper Co.).

privée. L'opposition du secteur privé, et notamment des banques, a été immédiate. Le secteur bancaire était en effet destiné à être entièrement nationalisé.

Fin 1971, la crise économique s'est traduite par une hausse explosive des prix et l'apparition d'un marché noir. Les Chiliens se rappellent encore les longues files d'attente qu'ils devaient endurer pour trouver des produits de première nécessité.

La longue visite de Fidel Castro au Chili, en novembre-décembre 1971, n'a pas aidé le gouvernement de l'UP. Tandis que Salvador Allende défendait devant la communauté internationale sa voie démocratique vers le socialisme, Fidel Castro insistait sur la nécessité de défendre le processus révolutionnaire par les armes et d'affronter ce qu'il appelait « l'impérialisme et ses alliés internes ». Le débat a provoqué des divisions au sein de l'UP entre les tenants d'une politique d'alliances, de compromis et de réformes graduelles (PCCh et radicaux) et les défenseurs de la lutte armée inspirés par le modèle cubain (MIR, MAPU, PS)⁴. En définitive, tant au plan intérieur qu'extérieur, le président Allende était isolé. Pour les Cubains, l'expérience chilienne était vouée à l'échec, dans la mesure où elle ne pouvait pas se consolider sans la prise du pouvoir par les armes et la défaite des forces d'opposition.

L'Union soviétique, de son côté, n'était pas disposée à soutenir économiquement un autre Cuba, et encore moins à encourager politiquement une expérience de socialisme qui semblait rompre avec l'orthodoxie marxiste classique⁵. Souvenons-nous qu'à cette période, l'URSS défendait une politique extérieure de « coexistence pacifique » avec les Etats-Unis et ne souhaitait pas ouvrir un nouveau front en Amérique latine.

La solitude d'Allende et l'imminence de la tragédie

Pour les puissances occidentales, l'UP était perçue comme une expérience intéressante, mais aucun Etat européen ne voulait appuyer un gouvernement que les Etats-Unis avaient décidé d'asphyxier, selon l'expression de Richard Nixon.

La grève des camionneurs d'octobre 1972, encouragée par un financement nord-américain, a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, en accentuant la vulnérabilité des petites entreprises et une crise économique que le gouvernement ne parvenait pas à juguler⁶.

Salvador Allende a décidé de faire entrer les militaires dans son gouvernement afin de contrôler la situation interne et de prévenir toute tentative de sédition. La manœuvre s'est avérée contre-productive et a provoqué de nouvelles divisions au sein de l'armée. L'agitation sociale et les affrontements urbains ne laissaient que peu d'espoir pour une sortie de crise pacifique. Parmi les scénarios envisageables, le plus à craindre était une guerre civile ou un putsch militaire.

⁴ R. Álvarez, *Forjando la vía chilena al socialismo. El partido comunista de Chile en la disputa por la democracia y los movimientos sociales (1931-1970)*, Santiago, América en movimiento, 2020.

⁵ R. Pedemonte, *Guerra por las ideas en América Latina, 1959-1973. Presencia soviética en Cuba y Chile*, Santiago, Ediciones UAH, 2020.

⁶ A. Sepúlveda, *La Unidad Popular. Los mil días de Salvador Allende y la vía chilena al socialismo*, Santiago, Sudamericana, 2020.

Malgré tout, l'UP a obtenu un bon score aux élections parlementaires de mars 1973, avec 44 % des voix. Ce résultat a achevé de convaincre une partie de l'opposition que la voie électorale était sans espoir et que Salvador Allende devait être renversé, au mépris de la Constitution de 1925. Le 29 juin, une tentative de coup d'Etat a été rapidement déjouée par l'armée, mais l'épisode a permis de prendre la mesure de la faible capacité de réaction et de défense des forces et partis politiques fidèles à l'UP.

Le 11 septembre 1973 est donc le point d'orgue d'une crise ouverte le jour même de la victoire d'Allende à la présidentielle. Pour ses opposants, tant internes qu'externes, le principal danger que représentait l'UP n'était pas tant l'existence du socialisme que la possibilité d'une transition alternative au socialisme, sans révolution armée. Ce constat, renforcé par la violence du coup d'Etat et la répression subséquente, a conduit la communauté internationale et l'Organisation des nations unies à rejeter et condamner à de multiples reprises la dictature militaire de Pinochet (1973-1990).

Enfin, ce n'est pas seulement l'expérience de l'UP qui s'achève en 1973, mais aussi la construction d'une sorte d'Etat-providence qui avait débuté dans les années 1920, paradoxalement sous la pression des militaires progressistes, et qui avait progressivement encouragé la participation démocratique active de nouvelles catégories de la population (femmes, travailleurs, pauvres). La révolution capitaliste initiée par les économistes formés à Chicago durant la dictature militaire de Pinochet a fait émerger un Chili bien différent de celui qui a précédé le putsch⁷.

Aujourd'hui, quand les images, les phrases et même les chansons commémorant la « voie chilienne vers le socialisme » se font entendre dans les manifestations, et bien que la situation soit très différente de celle de 1970, la promesse de Salvador Allende d'une société plus juste et égalitaire continue de résonner dans un Chili qui s'est certes développé et modernisé ces trente dernières années, mais aux prix d'une ségrégation sociale et d'une anomie extrêmes.

Traduit par Olivier Dabène

⁷ M. Gárate Château, *La revolución capitalista de Chile. 1973-2003*, Santiago, Ediciones UAH, 2012.

Pour citer ce chapitre : Manuel Gárate Château, « Chili : cinquante ans après la victoire de l'Unité populaire, un nouveau cycle de manifestations », in O. Dabène (dir.), *Amérique latine. L'année politique 2020/Les Etudes du CERI*, n° 252-253, janvier 2021 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].